



Cuba et le Royaume-Uni pour la consolidation des échanges commerciaux



La Havane, 18 juin, (RHC).- Des hommes d'affaires de Cuba et du Royaume-Uni explorent à La Havane la possibilité de mettre en place des projets commerciaux mutuellement avantageux.

Des représentants d'une vingtaine de firmes britanniques associées au Groupe Initiative Cuba échangent de vues avec des responsables d'une dizaine de ministères cubains.

A l'ouverture de ce Forum d'Affaires, et en présence du président Miguel Díaz-Canel Rodrigo Malmierca, ministre cubain du Commerce extérieur et des Investissements étrangers a vu la présence de ces chefs d'entreprises britanniques à La Havane comme une réponse à la décision de Washington de décourager l'implantation d'entreprises étrangères dans notre pays par l'activation du chapitre III de la loi Helms-Burton.

«La récente décision de l'administration étasunienne d'appliquer dans sa totalité le chapitre III de la loi Helms-Burton, mesure que nous condamnons énergiquement, renforce le dessein de décourager les relations économiques de Cuba avec d'autres pays. Votre présence à cet événement constitue une nouvelle preuve de l'échec de cette politique. Nous voyons avec plaisir des entreprises britanniques entreprendre des projets d'investissements à Cuba dans les secteurs du tourisme et des énergies renouvelables.

Nous voyons un grand potentiel pour la mise en place d'associations mutuellement avantageuses et nous espérons que de nouveaux projets verront le jour pendant votre séjour dans notre pays. »



De son côté, Lord David Triesman, coprésident de l'Initiative Cuba, a souligné que les chefs d'entreprise britanniques qui l'accompagnent sont venus travailler sérieusement en faveur des échanges commerciaux et des investissements malgré la conjoncture actuelle.

«Depuis 2018, c'est un peu difficile pour Cuba, les États-Unis renforcent de vieilles législations. Je tiens à dire à mes amis cubains ici que pour vous c'est quelque chose de très difficile et pour moi et pour des gens comme moi, les pas faits par les États-Unis sont profondément offensifs au point de vue international. »

Lord Triesman a souligné devant le Chef d'État cubain, Miguel Díaz-Canel que le Royaume-Uni n'a pas d'intérêt à faire suite des litiges judiciaires pouvant être déclenchés aux États-Unis après l'activation du chapitre III de la loi Helms-Burton. Le dit chapitre s'attaque, rappelons-le aux entreprises étrangères faisant usage des biens nationalisés par le gouvernement révolutionnaire dans les années 60.